

Le Burundi relance l'exploitation des terres rares

RFI, 21 août 2017 Depuis la fin du mois de juillet le Burundi a relancé l'exploitation des terres rares. Une famille de métaux dont certains sont très recherchés pour leur utilisation dans les énergies vertes. Le gisement de Gakara, à une trentaine de km au sud-est de la capitale Bujumbura, est modeste, mais sa teneur en terres rares est très élevée. Quelles peuvent être les retombées pour le pays d'Afrique de l'Est ? [Photo : Le président Nkurunziza a inauguré le 21 juillet 2017 l'exploitation des Terres rares du site de Gakara par Rainbow Mining.]

Les pioches et les pelles ont fait leur apparition à la mine de Gakara, soixante ans après les premiers prélèvements. Le gisement burundais de terres rares est petit mais sa configuration et sa teneur sont exceptionnels. « C'est un des rares gisements de terres rares où la minéralisation est sous formes de filon, souligne Patrice Christman, spécialiste des petits métaux. On peut avoir des teneurs cumulées en terres rares qui dépassent 50%, ce qui est totalement atypique ! Autre intérêt du projet actuel : le minerai se trouve dans des filonnets, des petits filons qui sont dans des roches altérées c'est pourquoi vous pouvez pratiquement dénicher le filonnet à la main. » La rentabilité est donc assurée pour la petite société britannique Rainbow qui a obtenu le permis. D'autant que les variétés de terres rares présentes à Gakara, néodyme et praséodyme, sont très bien valorisées aujourd'hui, elles sont nécessaires aux aimants permanents des éoliennes, un marché en plein boom. Pourtant, à l'échelle du Burundi, les retombées économiques seront très modestes. « Pour le moment, ce seront des gens qui vont creuser des tranchées et faire des carrières à ciel ouvert et ramasser du minerai en contact visuel, à la main, reconnaît Patrice Christman. On est loin de la grande mine industrielle où, sur la longue durée, on crée des compétences de conducteurs d'engins, d'électriciens, de chaudronniers, d'hydrauliciens, etc... » La société civile burundaise craint de son côté une fuite des revenus des terres rares de Gakara. Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOM, l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques, rappelle que le Burundi n'a toujours pas adhéré à l'ITIE, l'Initiative pour la transparence des industries extractives : « Le Burundi avait commencé le processus d'adhésion il y a bientôt trois ans. Mais malheureusement le processus s'est arrêté. Voilà pourquoi l'OLUCOM ne peut pas espérer que l'extraction des terres rares aura des retombées positives. » L'adhésion à l'ITIE serait cruciale si le projet de Gakara prenait de l'ampleur en devenant sous-terrain. Pour l'instant les filons de surface fourniront seulement 5 000 tonnes de minerai par an, ils seront concentrés dans une petite usine près de la mine. Mais c'est surtout à l'étranger que les terres rares burundaises seront transformées en métaux. Par Claire Fages

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});